Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-223** **22/03/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidatures: 7 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste de chargé de communication éditoriale (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en microbiologie et biologie moléculaire (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Boulogne-sur-Mer (62).

Date limite de candidature : 6 avril 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire en biologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 3) à Lyon (69).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

Agence de service et de paiement (ASP) :

- 1 poste de chef de service – contractualisation et assistance technique (H/F) (titulaire de catégorie A) à Limoges (87).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

- 1 poste de chargé de mission auprès de la directrice – référent animation et pilotage réseaux (H/F) (titulaire de catégorie A) à Limoges (87).

Date limite de candidature : 5 avril 2018.

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) :

- 1 poste de coordonnateur des politiques de la montagne, du littoral et des paysages – secrétaire du Conseil national de la montagne (H/F) (titulaire de catégorie A ou A+) à Paris (07).

Date limite de candidature : 12 avril 2018.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de chargé d'études et développement, référent national SIG (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel en CDI) à Nantes (44).

Date limite de candidature : 20 avril 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Date : 15/03/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de communication éditoriale (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 2 ans**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 10 000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de la communication et des relations institutionnelles (Dicoris)

Missions / contexte

La direction de la communication et des relations institutionnelles est chargée de coordonner l'ensemble des actions de communication, interne et externe, de l'établissement, et de promouvoir et valoriser les relations avec les partenaires institutionnels de l'Agence. Elle est composée de deux unités, l'une qui coordonne la politique éditoriale sur l'ensemble des supports de communication (internet, médias sociaux, évènements, plaquettes,…) ainsi que les relations média de l'Agence ; la deuxième en charge des éditions, de l'organisation des événements et des traductions.
Dans ce cadre, la direction est chargée de favoriser l'accès et la compréhension des travaux scientifiques de l'Agence, ainsi que de les mettre utilement en perspective, auprès des institutions et partenaires nationaux, en appui aux décisions publiques.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Au sein de l'unité Médias et contenus éditoriaux, le/la chargé de communication est en charge de gérer des projets éditoriaux, de rédiger des contenus stratégiques et de synthèse (argumentaires, éléments de langage, dossiers thématiques, tribunes, articles) sur les différents sujets d'actualité de l'Agence. Il/elle contribue à la mise en oeuvre et à l'évaluation des actions de communication interne et externe, vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie média. Il décline et veille au respect de la ligne éditoriale de l'Agence sur ses différents supports. Il est en lien avec les équipes scientifiques de l'Agence, et la direction générale de l'Anses.

Activités

Pour ce faire, l'agent devra :

- Décliner et animer la ligne éditoriale de l'Anses dans différents supports de communication (site internet, publications, réseaux sociaux,..) tout en étant force de proposition dans sa définition et son évolution,
- Participer à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie médias en pilotant une partie des projets de communication en lien avec les différentes directions
- Participer à la gestion des relations avec la presse : élaboration d'argumentaires et d'éléments de langage pour les portes paroles de l'Agence sur les sujets d'actualité et grands sujets d'intervention, suivi de leur appropriation,
- Etre pro-actif dans la recherche et l'identification de sujets permettant de valoriser et/ou expliciter les travaux de l'Agence, notamment en direction des médias
- Rédiger des articles, tribunes, communiqués/dossiers de presse, documents de vulgarisation, adaptés à différents niveaux de lecture (grand public, scientifiques, journalistes …) sur les travaux et les champs de compétence de l'Agence
- Contribuer à la ligne directrice en termes de contenus audiovisuels, infographies, études, vidéos pour alimenter les échanges avec les journalistes et influenceurs ; participation à la communication digitale de l'Agence
- Accompagner et suivre des projets éditoriaux transversaux et/ou conjoints avec des partenaires extérieurs (Ministères, parties prenantes, agences homologues françaises ou étrangères)
- En lien avec les différents pôles de la direction, contribuer à une veille média et d'influence sur les thématiques de l'Agence via l'analyse de la revue de presse quotidienne ainsi que de contenus numériques (sites internets, réseaux sociaux,..).
- Participer à la définition des thématiques des expositions présentées lors d'événements nationaux et à leur déclinaison (Salon de l'Agriculture, fête de la science,…)
- Evaluer l'impact qualitatif et quantitatif des projets et des actions menées sur son périmètre d'activité : tableaux de bord, indicateurs d'activité et de performance de l'activité éditoriale, bilans…

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*
- Rythme de travail impacté par l'actualité, flexibilité horaire nécessaire.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Formation supérieure de type Bac +5 en communication et/ ou sciences.
Une double compétence en sciences et en communication serait un plus.

Expériences similaires : Expérience de même type de 3 à 5 ans

Compétences :

- Aisance rédactionnelle avérée avec matrise de différents styles : interviews, articles, Communiqués de presse, synthèses, argumentaires,…
- Fortes capacités d'analyse et de synthèse
- Connaissance du fonctionnement des médias écrits, audiovisuels et numériques,
- Bonne maitrîse de l'anglais écrit et oral
- Capacité à détecter des sujets, aller chercher l'information et la rédiger
- Très bonne culture générale
- Intérêt pour la vulgarisation
- Etre capable de s'adapter à divers interlocuteurs
- Sens de la prospective
- Rapidité d'exécution, réactivité
- Goût pour les sujets liés à la santé publique
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Maitrise de l'outil informatique (pack office)
- Autonomie et force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2018

Renseignements sur le poste : Alima MARIE, Directrice de la DICORIS (alima.marie@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-035 à :** recrutement@anses.fr

Date : 16/03/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique en microbiologie et biologie moléculaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Boulogne sur Mer (62)**
Prise de fonction	**1er mai 2018**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de sécurité des aliments, site de Boulogne/Mer
Département des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture
Unité Bactériologie et Parasitologie des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (B3PA)

Le laboratoire de sécurité des aliments (LSAl) est situé sur deux sites, Maisons-Alfort et Boulogne-sur-Mer. Le site de Boulogne-sur-Mer, spécifique des produits de la pêche et de l'aquaculture, intervient sur les dangers microbiologiques et chimiques apportés par les aliments et qui peuvent affecter la santé des consommateurs. Il exerce des missions de référence, de recherche, de surveillance et d'expertise sur les contaminants biologiques (*Listeria monocytogenes, Vibrio spp., Anisakis*) et chimiques (Histamine, microplastiques).

Missions / contexte

Dans ce cadre, l'unité Bactériologie et Parasitologie des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (B3PA) composée de 10 agents, a des activités de recherche et d'expertise dans le domaine des contaminants microbiologiques des produits de la pêche et de l'aquaculture (bactéries et parasites) présentant un danger pour le consommateur et ayant un impact en santé publique. Des travaux concernant l'antibiorésistance dans les produits aquatiques sont développés et permettent de réaliser un état des lieux de la résistance aux antibiotiques dans le milieu marin.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, le chargé de projet scientifique et technique recruté sera impliqué dans un projet visant à étudier la résistance des bactéries aux antibiotiques dans le milieu marin. Ce projet se situe dans le cadre d'une action scientifique du CPER MARCO. La personne travaillera en collaboration avec les partenaires scientifiques du projet de recherche.

Activités

L'agent recruté devra :

- Isoler les bactéries présentes dans les échantillons de produits de la pêche
- Développer avec la plateforme Maldi-Tof des spectres de référence pour créer une base de profils spécifiques à la filière des produits de la pêche et de l'aquaculture
- Identifier les genres et espèces bactériennes par Maldi-tof et compléter l'identification par séquençage si besoin
- Développer la technique de séquençage du génome complet (WGS) au laboratoire
- Développer les techniques de caractérisations phénotypiques et génotypiques pour l'étude de l'antibiorésistance
- Analyser les résultats
- Rédiger les rapports
- Valoriser les travaux (publications, communications)

Conditions particulières

- Travailler en mettant en œuvre et en respectant la démarche qualité en recherche

Respecter des règles hygiène et sécurité

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+5 en bactériologie et biologie moléculaire
Minimum Bac+3

Expériences similaires :

- Expérience appréciée dans le domaine de l'antibiorésistance
- Expérience appréciée dans le domaine de la biologie moléculaire et de la microbiologie

Compétences

- Compétences requises en bactériologie et biologie moléculaire
- Compétences en antibiogramme
- Compétence en bio-informatique et dans l'analyse statistique
- Capacité d'adaptation et d'intégration rapide dans une équipe et une excellente aptitude relationnelle
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale en anglais et en français
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maitrise des logiciels bureautiques
- Aptitude organisationnelle, rigoureuse, dynamique, et être force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 avril 2018

Renseignements sur le poste :
- Mme Graziella BOURDIN au 03 21 99 25 03 et par courriel à graziella.bourdin@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-037 à** recrutement@anses.fr

Date : 15/03/2018

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en biologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 24 mois**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Anses, Laboratoire de Lyon Unité Antibiorésistance et Virulence Bactériennes (AVB)
Missions / contexte	La mission première de l'unité AVB est le copilotage du réseau national de surveillance de l'antibiorésistance animale (Résapath). Le Résapath était pilote de la mesure 11 du plan ministériel EcoAntibio 1 (2011-2016), et est pilote de l'action 14 du plan EcoAntibio 2 (2017-2021). Il délivre un rapport annuel sur les évolutions de la résistance aux antibiotiques chez l'animal en France, en appui des mesures de gestion par les pouvoirs publics. Le fonctionnement du Résapath, en forte croissance depuis 10 ans, est sous-tendu par l'ensemble des forces techniques de l'unité AVB. La mission du Résapath comprend notamment des activités de caractérisations phénotypiques et moléculaires de l'antibiorésistance, permettant de documenter la nature des bactéries multirésistantes circulant chez l'animal et les mécanismes sous-jacents, dans un objectif d'interface avec les mêmes enjeux en médecine humaine dans une approche One Health.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, vous participer à la déclinaison scientifique et technique des enjeux de surveillance et de recherche de l'unité AVB dans son périmètre d'intervention (antibiorésistance et virulence bactériennes).

Activités

- Participer au fonctionnement du Résapath et des programmes de surveillance de l'antibiorésistance dans le cadre du plan EcoAntibio 2:

  - Isolements bactériens à partir d'échantillons biologiques
  - Identification bactérienne (PCR, MALDI-TOF, …) et typage bactérien (PFGE, ERIC-PCR, MLST, …)
  - Réalisation d'antibiogrammes et détermination de CMI
  - Participation à l'organisation des essais inter-laboratoires
  - Participation à la mise au point de nouvelles techniques
  - Selon les cas, participation à l'encadrement de stagiaires

- Participer aux activités de caractérisation moléculaire adossées à la surveillance phénotypique de l'antibiorésistance, et notamment l'identification des mécanismes moléculaires responsables (gènes de résistance, supports et environnements génétiques (plasmides, ilôts génomiques, transposons, …), clones), par les techniques de conjugaison/transformation bactérienne, extraction/digestion/électrophorèse d'acides nucléiques, hybridation sur membrane, capture et analyse d'images, analyse de données de séquençage, expression génique, …

- Gérer l'aspect logistique au sein de l'unité AVB (mise en collection de souches, suivi des stocks (consommables), réception de commandes et de prélèvements biologiques, traçabilité et organisation qualité, rédaction de procédures, gestion des déchets de laboratoire, suivi des équipements, ….)

Conditions particulières

non

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +2/+3 de type BTS/DUT en biologie, ayant une formation en bactériologie et en biologie moléculaire. Une formation en bio-informatique serait un plus. Minimum Bac

Expériences similaires

- Une expérience en laboratoire de recherche en biologie moléculaire appliquée à la microbiologie est appréciée
- Une expérience dans l'utilisation de logiciels d'analyse de données (séquences, profils électrophorétiques, etc…) est appréciée

Compétences

- Maîtrise des techniques classiques de bactériologie et de biologie moléculaire (PCR, Southern/Western Blot, RT-PCR, clonage, PCR quantitative…).
- Compétence appréciée en bioinformatique (analyse de séquences à des fins diagnostiques, dessin d'amorces, etc …)
- Capacité d'analyse et de synthèse, rigueur
- Maitrise des outils informatiques (bureautiques et logiciels pilotes de plateformes scientifiques)
- Lecture de l'anglais scientifique appréciée
- Aptitude au travail en équipe, polyvalence, complémentarité
- Capacité d'organisation et de planification
- Sens des responsabilités

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2018

Renseignements sur le poste : Jean-Yves MADEC, chef d'unité AVB, directeur scientifique de l'axe antibiorésistance, jean-yves.madec@anses.fr, téléphone : 06 85 08 93 30

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-036 à :** à recrutement@anses.fr, copie jean-yves.madec@anses.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales
Service de la contractualisation et de l'assistance technique (SCAT)

2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

CHEF DE SERVICE (H/F)
CONTRACTUALISATION ET ASSISTANCE TECHNIQUE

N° du poste : 18365 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP : 1**
Poste vacant **Date limite de candidature : 5 avril 2018**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de service et de paiement est un établissement public pluri-ministériel, fort de plus de 2000 collaborateurs. Il est l'un des premiers opérateurs de l'Etat en termes de budget géré (plus de 19 milliards d'euros) et le principal payeur des aides à l'emploi dans le domaine des contrats aidés et le premier payeur européen d'aides agricoles. La Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Environnement, de l'Emploi et des Politiques Sociales. Ses équipes assurent également la maîtrise d'ouvrage déléguée du système d'information pour la gestion des programmes européens, ainsi que des missions d'assistance technique sur les fonds européens. Le service de la contractualisation et de l'assistance technique intervient dans l'ingénierie de mise en œuvre et le pilotage de politiques publiques nationales et européennes. En veille constante sur les politiques publiques, il coordonne les offres de service de l'Agence pour proposer une mise en œuvre qui tient compte des besoins des donneurs d'ordre et des évolutions attendues par les usagers. Il suit les engagements inscrits dans les supports contractuels en termes de service rendu et d'équilibre financier. Il assure également une assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des pilotes du programme européen sur le Réseau Rural National.
Objectifs du poste	Le titulaire assurera la fonction de chef de service en charge de la contractualisation et de l'assistance technique. A ce titre il a en charge l'organisation et le management opérationnel des équipes et des activités sous sa responsabilité.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	– Animer et superviser les équipes, assurer le recrutement des agents, les accompagner dans leurs carrières (accueil des nouveaux arrivants, entretiens d'évaluation, formation, ...) – Elaborer et conduire des projets du service dans la lignée des orientations de la Direction : élaborer des plans d'actions annuels dans le cadre des conventions signées avec les donneurs d'ordre : budget, planification des activités, ajustement de la charge, organisation des équipes – Assurer le lien entre la mise en œuvre des activités et le cadre budgétaire et financier en vigueur dans l'établissement,

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">– Participer à des groupes de travail, animer des réunions
– Assurer le relationnel et la représentation de l'établissement dans des réunions avec les donneurs d'ordre nationaux (jusqu'à des niveaux Direction générale)
– Alimenter les travaux prospectifs pour le service et pour l'établissement, en particulier sur l'offre de service
– Dans le cadre de prestations confiées au service par des donneurs d'ordre extérieurs, piloter des prestataires selon les principes de la commande publique et dans le respect de la délégation de signature</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le (la) titulaire sera en contact avec les donneurs d'ordres et partenaires . Il pilote les prestataires de son champ d'activité. Il (elle) sera relation avec les directions de l'établissement (en particulier la Direction financière, la Direction des opérations et de la performance, la DRH, l'Agence comptable,…), et les directions régionales de l'établissement.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoir-faire
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Réactivité
- Gestion des relations externes
- Animation d'équipe
- Capacité à mobiliser et valoriser les compétences
- Animation de réunions et groupes de travail
- Rendre compte et capacité d'alerte
- Gérer et administrer les processus RH Fédérer, faire preuve de leadership
- Utiliser les outils informatiques de gestion</td><td>Connaissances
- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux (maîtrise des dépenses publiques, réforme de l'Etat)
- Connaissance transversale des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques (Facturation, RH, …)
- Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés : aides européennes et nationales
-</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Madame Sophie Chaize-Pingaud – DIREEPS- Directrice- sophie.chaize-pingaud@asp-public.fr - Tél. : 05 55 12 04 47

- Monsieur Nicolas Lebraud – DRH – Conseiller mobilité carrière et formation - mobilite@asp-public.fr – tel : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Agence de services et de paiement
Direction du développement rural et de la pêche
Siège Limoges – 2 rue du Maupas– 87040 Limoges cedex 1

Chargé(e) de mission auprès de la directrice

Référent animation et pilotage réseaux (F/H)

N° du poste : 18262 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel : 2	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant **Date limite de candidature : 5 avril 2017**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer. Le poste proposé est rattaché à la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP) qui gère des procédures et finance des actions en faveur du développement rural, de la préservation environnementale et de la pêche. La mise en œuvre est réalisée avec les régions, au travers de procédures définies par convention avec elles. Le poste de chargé(e) de mission est rattaché à la directrice et aux 2 directrices adjointes.
Objectifs du poste	La personne recrutée sera le référent sur l'animation et le pilotage des réseaux. A ce titre, il aura en charge le suivi des besoins exprimés par les acteurs de la programmation RDR3 HSIGC (conseils régionaux, DR ASP, services instructeurs). Il assurera en outre le pilotage du réseau d'experts calculs mis en place entre la DDRP et les DR-ASP
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	1 - Animation et suivi de l'évolution des besoins des acteurs de la programmation : • Organisation et animation de réunions téléphoniques bi-mensuelles au niveau régional (Autorité de Gestion Conseil Régional, DR-ASP, DRAAF) • Suivi des actions à mener pour l'ASP suite à ces réunions : priorisation avec la direction et transmission aux services de la DDRP pour traitement • Suivi au sein de la DDRP de la bonne réalisation des actions à mener

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">2 – Participation à la préparation et au suivi des instances de gouvernance du RDR3 HSIGC : COMOP, Comité Stratégique

3- Pilotage du réseau d'experts calculs : suivi de l'activité et de l'animation réalisée par les services de la DDRP</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le champ relationnel du poste est vaste et comprend notamment :
- Les DR-ASP
- Les conseils régionaux
- Le MAA
- Les directions de l'ASP</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaitre l'environnement institutionnel européen, des politiques agricoles rurales, environnementales et de la pêche
- Connaitre les bases réglementaires du RDR3</td><td>- Aptitude à animer
- Savoir travailler en équipe
- Savoir s'organiser et gérer des priorités
- Disposer de compétences relationnelles
- Disposer d'une capacité à anticiper et à prendre des initiatives
- Disposer d'une capacité d'alerte à bon escient et au bon niveau de la direction</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Madame Valérie ISABELLE, Directrice de la DDRP - Tél : 05 55 12 01 57 - valerie.isabelle@asp-public.fr
- Madame Stéphanie ROUVERON, Directrice adjointe de la DDRP - Tél : 05 55 12 01 63 – stephanie.rouveron@asp-public.fr
- Monsieur Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC Conseiller mobilité carrière, Tél : 05 55 12 00 64 mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

cget
Commissariat
général
à l'égalité
des territoires

Intitulé du poste :

**Coordonnateur-trice des politiques de la montagne,
du littoral et des paysages
Secrétaire du Conseil national de la montagne**

Famille professionnelle CGET : élaboration, coordination et déploiement des politiques publiques en faveur des territoires

Emploi de référence CGET : coordonnateur-trice de politiques publiques

Date	26 février 2018
Auprès	Direction du développement des capacités des territoires Pôle des systèmes territoriaux
Lieu de travail	20 avenue de Ségur Paris 7ème
Catégorie	A ou A +
Corps, grade	Ouvert aux fonctionnaires par voie de mise à disposition
Positionnement hiérarchique	**N+1** : responsable du pôle des systèmes territoriaux **N+2** : directrice du développement des capacités des territoires

Mission du pôle et composition

Au sein de la direction du développement des capacités des territoires (DDCT), le pôle «systèmes territoriaux » est chargé de la définition et du pilotage de la mise en œuvre des politiques territorialisées en matière de ruralité (Comités interministériels, dotations et contrats, zonages, expérimentations,…), de complémentarité et de coopérations entre les différents types de territoires (dont ville-campagne), de développement urbain, de qualité de l'habitat et du cadre de vie, de redynamisation des (ex) sites de défense.

Il assure la coordination de la politique de la montagne (suivi national et commissariats de massif).

Il conçoit de nouvelles formes de contractualisation ou d'accompagnement des acteurs territoriaux permettant de promouvoir les capacités et potentiels des territoires, dont ceux en fragilité avérée ou en vulnérabilité.

Le pôle comprend 8 ETP cadres et 1 assistante partagée avec le pôle « services au public ».

Missions caractéristiques du poste

Participer à la conception, suivre et animer au plan interministériel les politiques nationales de la montagne, du littoral et des paysages, politiques spécifiques d'aménagement, de protection et de développement et de mise en valeur de ces espaces.

Assurer au sein de la direction en particulier et du CGET en général, la prise en compte des enjeux et spécificités de la montagne, du littoral et des paysages dans l'élaboration et la territorialisation des politiques publiques portées par le CGET et par les ministères.

A ce titre, le coordonnateur (rice) veillera à être associé aux dossiers ayant une incidence pour ces territoires et pourra assurer un rôle de chef de projet sur des dossiers transversaux prioritaires pour ces territoires. Il/elle s'appuiera sur l'expertise des autres coordonnateurs de la direction et de l'ensemble du CGET, notamment pour les dossiers relatifs à la forêt, aux parcs naturels et aux dispositifs de zonage.

Enfin, il/elle constituera le référent de la direction et du CGET sur les questions de paysages. Il/elle développera à cet effet une politique de veille et proposera la définition et la mise en œuvre d'un plan d'action sur ces questions, en lien avec les dossiers stratégiques pilotés par le CGET comme le plan de revitalisation des centres-bourgs ou le dispositif « cœur de ville » en faveur de la redynamisation des villes moyennes pour lesquels son expertise pourra être sollicitée.

Principales activités	*Niveau de déploiement*	
	Occasionnel	*En continu*
Assurer, pour le compte et sous l'autorité du commissaire général à l'égalité des territoires, le secrétariat du conseil national de la montagne (CNM), instance consultative présidée par le Premier ministre, et de ses organes : commission permanente présidée par un élu, groupes et sous-groupes de travail.		X
Suivre la mise en œuvre des mesures relatives à la montagne et notamment de la loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.		X
Animer, avec le chef de pôle, l'équipe des cinq commissaires de massif (ces derniers étant hiérarchiquement rattachés au directeur).		X
Participer au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation des conventions interrégionales de massif		X
Contribuer à l'engagement de la stratégie macro-régionale de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA) en lien avec le correspondant pour la France	X	
Suivre, en lien avec la sous-direction Europe du CGET, les programmes opérationnels interrégionaux de massif et les programmes de coopération territoriale européenne concernant les espaces de montagne.		X
Assurer le suivi des travaux du Conseil national de la mer et des littoraux et de l'ensemble de l'actualité, notamment législative et réglementaire, relative à ces questions.		X
Participer à l'élaboration des textes législatifs ou réglementaires dans ces domaines.	X	
Représenter le CGET au conseil d'administration du conservatoire national du littoral ainsi qu'à toute réunion ou manifestation en lien avec ces questions	X	

Représenter le CGET auprès de partenaires institutionnels (ANEM, ANEL…) ou au sein de réunions interministérielles		X

Savoirs formalisés (Connaissances et savoirs techniques)	*Niveau de qualification*			
	Initiation	*Pratique*	*Maitrise*	*Expertise*
Connaissance des problématiques, politiques, dispositifs et acteurs de la montagne et du littoral			X	
Connaissance des politiques liées aux paysages			X	
Connaissances juridiques et des dispositifs contractuels			X	
Pratique de l'anglais (écrit et oral)		X		

Savoirs d'action (Savoir-faire et savoirs d'expérience)	*Niveau de qualification*			
	Initiation	*Pratique*	*Maitrise*	*Expertise*
Aisance rédactionnelle et orale			X	
Capacités d'animation de réseau				X
Capacités d'initiative			X	
Capacités de négociation			X	

Réseau relationnel	*Niveau de sollicitation*	
	Occasionnel	*En continu*
Services des administrations centrales		X
Services déconcentrés de l'Etat		X
Cabinet du ministre de la cohésion des territoires	X	
Associations représentatives d'élus (ANEM, ANEL…)		X

Personnes à contacter et modalités d'envoi des candidatures

Nicolas Delaunay
Responsable du pôle systèmes territoriaux
Tel : 01 85 58 62 74

Habsa Sall Banor
Gestionnaire RH
Tél : 01 85 58 63 09

Candidatures (CV + lettre de motivation) à adresser à :
CGETrecrutement@cget.gouv.fr jusqu'au 12 avril 2018 inclus.

ONCFS **19/03/2018**
Avis n°18-35-DSI

AVIS D'EMPLOI SUSCEPTIBLE D'ETRE VACANT à compter du 1er mai 2018
A pourvoir par voie de mutation interne ou en position normale d'activité
Poste ouvert aux contractuels sous quasi statut

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	Chargé(e) d'études et développement, référent(e) national(e) SIG (F/H)
Affectation :	Direction des Systèmes d'information / Cellule développement du Département AMOA
Résidence administrative :	Nantes (44) - Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales) rassemblant 1500 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

La Direction des systèmes d'information (DSI) prépare et conduit la politique de l'établissement en matière de systèmes d'information afin de prendre en compte les besoins de l'ensemble des structures et de respecter les priorités décidées par le Directeur général et proposées par le Comité de management des systèmes d'information (CMSI).

La politique conduite s'appuie sur un schéma directeur stratégique des systèmes d'information.

Les implantations :
- Paris - Wagram (75) qui accueille La Direction générale, ses missions et la Direction des ressources humaines,
- Saint-Benoît (78) où sont situées les 2 Directions opérationnelles (Police, Recherche et expertise), la Direction financière, l'Agence comptable et la Direction des systèmes d'information,
- Le Bouchet (45) où est situé le Centre de formation de la Direction des ressources humaines.
- 10 Délégations régionales ou interrégionales,
- Environ 90 Services départementaux ou interdépartementaux,
- Une dizaine de Brigades mobiles d'intervention, (BMI)
- 5 Unités de recherche et d'expertise répartis sur le territoire,

Soit environ 165 sites.

La Direction des systèmes d'information (DSI) est composée de 3 Départements, d'un secrétariat / Gestionnaire (1 personne) :

- Département (AMOA) Assistance à maîtrise d'ouvrage, conduite de projet et support applicatif (6 personnes) dont une cellule SIG (Systèmes d'informations géographiques) et développement (3 personnes).
- Département Infrastructure, réseau, système, sécurité et postes de travail (3 personnes).
- Département Assistance utilisateurs et relations utilisateurs (12 personnes).

Son périmètre d'intervention se décompose comme suit :

- Infrastructures (réseau Lan et Wan, système, SGBDR, postes de travail, unités d'impression y compris copieurs).
- Conduite de projet et support applicatif.
- Développement.
- Assistance utilisateurs 1er, 2ème et 3ème niveau.
- SIG.

Description de l'emploi

Au sein de la Cellule développement, base de données et SIG du Département AMOA, sous l'autorité du Responsable de ce Département, participe au niveau national à la déclinaison du Contrat d'objectif performance (COP).
Est également chargé(e) de piloter la démarche Systèmes d'information géographique (SIG) de la DSI.
A ce titre, élabore et propose les éléments techniques et stratégiques en matière de politique SIG.
En plus de l'animation du réseau SIG de l'établissement, anime, entre autres, les développements d'applications à partir du Framework GEO et veille à la cohérence et à la pertinence des référentiels métiers.
Est également partie prenante dans le choix des outils d'acquisition de terrain.
Peut être amené à participer à des développements informatiques au-delà de la seule problématique SIG.

Activités principales

- **Appui aux Directions opérationnelles nationales [Direction de la police (DP) et Direction de la recherche et de l'expertise (DRE)] et Délégations (inter)régionales pour la mise en œuvre des orientations nationales en matière de systèmes d'informations et de gestion des données, en contribuant notamment au développement des bases de données et des applications relatives aux missions :**
  - de suivi spatio-temporel de la faune sauvage et de ses habitats à différentes échelles ;
  - de Police ;
  - Techniques, etc.

  Le tout dans un objectif d'industrialisation des développements et la création d'un Datawarehouse en veillant à la cohérence et à l'évolution de la Cartographie applicative.

  - Travailler systématiquement en binôme avec ses collègues Métiers, dans le cadre des projets SIG nationaux.
  - Intervenir davantage en tant que AMOA, dans certains projets.
  - Participer à l'analyse des données recueillies par l'ONCFS, en lien avec les Directions opérationnelles et leurs Services respectifs, pourvoyeurs de données.

- **Conduite de projets environnementaux pouvant impliquer une approche SIG**
  - Définir et coordonner la mise en œuvre des aspects techniques des projets.
  - Réaliser avec les Directions et /ou Délégations les Cahiers des charges Techniques et Fonctionnels des applications métiers.
  - Garantir et veiller à la cohérence des référentiels des bases de données au niveau national.
  - Planifier les projets et la mise en œuvre des ressources, élaborer et gérer les budgets alloués.
  - Instruire les dossiers d'arbitrage technique et d'aide à la décision.
  - Organiser, selon les cas, le recours à des prestataires externes, conduire des appels d'offres techniques.

- Assurer la vérification du respect des méthodes, normes et outils préconisés ainsi que le respect des standards de l'interopérabilité et de l'utilisation de produits ouverts.
- Contrôler la mise en œuvre de la qualité du déploiement de la solution technique (recette des réalisations).
- Participer à la conception des outils de formation dédiés aux utilisateurs.
- Piloter et coordonner l'avancement des différentes phases des différents projets, en utilisant les supports internes.
- Participer aux comités de la maîtrise d'ouvrage.
- Piloter et valider les études de faisabilité de réingénierie des processus et d'organisation du travail.
- Garantir l'utilisation et l'homogénéisation des référentiels et des outils de Métadonnées.

➢ **Conseil et appui aux utilisateurs métiers de l'ONCFS**

- Animer et organiser les différents Comités de suivi technique.
- Développer et assurer le maintien des applications.
- Coordonner le déploiement des logiciels, des informations et des couches de données standards de l'Etablissement.
- Gérer les informations à partir de systèmes de gestion de bases de données (SGBD).
- Apporter son concours et son expertise au succès des opérations SIG spécifiques menées par les Directions et les Délégations (inter)régionales.
- Assurer une veille technique en matière de base de données et d'outils de développement.
- Garantir un développement homogène et conforme à l'Urbanisation fonctionnelle au sein de l'ONCFS.
- Assurer la cohérence et l'interopérabilité des SIG de l'ONCFS avec les SIG des partenaires institutionnels.
- Participer, dans son domaine de compétences, aux actions de formation internes et/ou externes (pour les agents de l'Etablissement et les partenaires).

<u>Conditions particulières d'exercice</u>

- Disponibilité.
- Déplacements au niveau national.

Profil attendu

Connaissances	Bonnes connaissances des politiques publiques et des acteurs de l'agriculture et de l'environnement, nationaux ou régionaux ainsi que du monde cynégétique. Sciences de la nature, biodiversité, connaissances naturalistes et spécifiques de la faune sauvage et de ses habitats. Gestion des habitats et des espèces (dont méthodes de gestion concertée des territoires), économie de l'environnement, agronomie. Connaissance des bases de données et des logiciels cartographiques. Connaissances approfondies en géomatique dans le domaine de la gestion de bases de données géo-référencées et dans la manipulation des logiciels et matériels associés (ArcGIS 10, QGIS). Techniques de conduite de projet et d'ingénierie (élaborations techniques et financières, suivis, animations, évaluations). Connaissance prouvée dans l'analyse et la modélisation de base de données en général et en particulier appliquée au SIG. Règles d'analyses statistiques et spatiales (R). Référentiels géodésiques et systèmes de projection. Formats de requêtes, interopérabilité. Langage de requêtes SQL. Connaissance approfondie de Postgres, SQLServer, Mysql, Access. Une connaissance de l'outil GEO et Aigle est demandé. Connaissances dans l'élaboration de routines ETL pour l'intégration de données, une parfaite de maîtrise FME. Connaissances des logiciels Arcgis, Mapinfo, Cartoexplorer, Qgis. Connaissance de langage de développement, PHP, C, Java.

Savoir faire	Connaissances générales et gestion de projet : Concevoir et suivre des projets, des programmes de développement et des protocoles d'études, en lien avec la préservation de la biodiversité (suivi administratif, gestion des fonds publics). Mobiliser la connaissance au service des directions, des D(I)R et d'un Réseau d'experts et de partenaires. Rédiger des documents sous des formes diverses adaptées à différents publics. Transmettre les connaissances dans un langage adapté à différents publics. Etre à l'écoute des partenaires et analyser leurs attentes. Communiquer en interne et en externe avec une grande diversité d'acteurs, négocier et représenter l'Etablissement (SINP…). Travailler en équipe et en mode projet. Travailler de façon autonome dans un cadre défini et rendre compte. Connaissance bio-informatique : Structurer et modéliser les BDD scientifiques. Interfacer les applications métiers existantes afin de produire des résultats géo-référencés. Administrer les Framework GEO et Aigle. Suivre et intégrer les évolutions des techniques de gestion de l'information géographique (SIG). Concevoir un projet dans sa dimension spatiotemporelle. Mettre en œuvre des serveurs de données spatiales. Garantir la cohérence des SIG et des référentiels métiers.
Savoir-être	Qualités relationnelles. Sens du dialogue. Esprit d'initiative. Esprit d'innovation.

Diplômes et expériences
Etre titulaire d'un titre ou d'un diplôme classé au moins au niveau I (Bac +5) et / ou une expérience ayant permis d'acquérir une triple compétence, Biologie / Ecologie, Informatique et SIG.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste
M. Thierry THOMAS, Directeur des systèmes d'information, par téléphone au 01.30.46.60.81, ou par courriel à thierry.thomas@oncfs.gouv.fr

Pour candidater
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur candidature **au plus tard le 20 avril 2018**, terme de rigueur -, selon les cas :

- **en interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- **en externe,** par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer
Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**
ou
Par voie postale sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.